



Les Mondes du Travail

Semestriel • numéro 29 • mars 2023

Dossier
Travail et écologie

Projet éditorial

Dans un monde en plein bouleversement, la centralité du travail est à la fois incontestable et, bien souvent, hautement problématique. S'il est toujours à dominante salariée, le travail se pluralise au travers des processus d'éclatement du statut de l'emploi, de l'émergence de figures se situant à la lisière du salariat tout comme par effet d'extension du chômage et de la précarité. La division sociale du travail s'entrecroise avec une division sexuelle du travail dont l'écho résonne autant dans l'espace privé que public. Polarisées socialement, les relations de travail ne sauraient être abordées sans prendre en compte l'action collective et les relations professionnelles tout comme l'action publique ou celle des entreprises. C'est pourquoi « Les Mondes du Travail » souhaitent contribuer au décloisonnement des problématiques de recherche sur le travail, l'emploi et les relations professionnelles.

Les Mondes du Travail est une revue éditée par l'association du même nom. Elle développe une orientation critique à l'égard des réalités contemporaines du travail, en lien avec le hors-travail et la structuration sociale en général.

Les Mondes du Travail est une revue interdisciplinaire et s'adresse autant au monde de la recherche et de l'enseignement qu'à celui des acteurs sociaux.

Coordination de la rédaction: Sophie Bérout, Jérôme Pélisse

Comité de rédaction

Sophie Bérout, Rachid Bouchareb, Stephen Bouquin, Meike Brodersen, José Angel Caldéron, Juan Sebastian Carbonell, Nicola Cianferoni, Pascal Depoorter, Saphia Doumenc, Anne Dufresne, Claire Flecher, Nathalie Frigul, David Gaborieau, Florent Le Bot, Marc Loriol, Séverin Muller, Jérôme Pélisse, Roland Pfefferkorn.

Conseil scientifique :

Christian Azaïs (économiste), Alain Bihr (sociologue), Paul Bouffartigue (sociologue), Patrick Cingolani (sociologue), Antonella Corsani (sociologue, économiste), Marie-Anne Dujarier (sociologue), Marc Fourdrignier (sociologue), Odile Henry (politiste), Hélène Hirata (sociologue), Michel Lallemand (sociologue), Alain Maillard (sociologue), Esteban Martinez (sociologue), Daniel Mercure (sociologue), Françoise Piotet (sociologue), Emmanuel Quenson (sociologue), Jens Thoemmes (sociologue), Georges Ubbiali (sociologue), Karel Yon (sociologue).

Correspondants :

Mateo Alaluf (sociologue, Université Libre de Bruxelles), Michael Burawoy (sociologue, université de Los Angeles, Etats-Unis), Juan Montes Cato (Buenos Aires, Argentine), Vassil Kirov (sociologue, Université de Sofia, Bulgarie), Michele La Rosa (sociologue, Université de Bologne, Italie), Salvo Leonardi (juriste, IRES, Rome, Italie), Pablo Lopez Calle (sociologue, Université de Madrid, Espagne), Esteban Martinez (sociologue, Université Libre de Bruxelles, Belgique), Daniel Mercure (sociologue, Université de Laval, Québec), Sian Moore (Greenwich University), Royaume-Uni), Kirsty Newsome (Sheffield University), Andres Pedreno (Université de Murcia, Espagne), Georgia Petraki (sociologue, Université d'Athènes-Pantheon, Grèce), Jean Vandewattynne (sociologue, Université Mons-Hainaut, Belgique).

Directeur de publication :

Stephen Bouquin

info@lesmondesdutravail.net // www.lesmondesdutravail.net

adresse de correspondance : Les Mondes du Travail – 113, Rue de l'Etoile – 80 000 Amiens

Illustration de couverture et visuels intérieurs par David Mabb et Luibov Popova; Dessins sur textile de William Morris publiés initialement par la revue *Historical Materialism* (2010).

Conception maquette par Svetla Konstantinova et conception logo par Teresa Sdravlevis

1 GRAND ENTRETIEN

Le monde des paysans, la sociologie du travail et l'écologie politique.

Entretien avec Jocelyne Porcher et Geneviève Pruvost, par Alexis Cukier et Vincent Gay 3

2 DOSSIER **Coordination par Alexis Cukier, David Gaborieau et Vincent Gay**

Introduction - Vers un travail écologique. Penser les tensions et les articulations.

Alexis Cukier, David Gaboreai, Vincent Gay 23

Quelles entraves à un tournant écologique du travail ? L'expérience du décor de cinéma et d'audiovisuel

Samuel Zarka 33

« Raffineurs et écolos unis ». Formation et maintien d'une coalition contestataire à la raffinerie de Grandspuits.

Nils Hammerli 47

Enjeux écologiques et syndicalisme. Stratégies, perspectives et limites de l'environnementalisme syndical.

Guillaume Mercœur 63

Extraire ? l'activité des opérateurs en plateforme pétrolière face à l'enjeu du réchauffement climatique.

Pierre-Louis Choquet 79

Forestiers et écologistes? L'alliance de forestiers publics et d'associations environnementalistes dans l'action publique forestière française

Charlotte Glinel 93

Transformer les déchets en ressources. La division sociale et genrée du travail dans les ressourceries.

Jennifer Deram 113

Ce que la ville durable fait aux jardinier·es. Le travail écologique entre *gestion / extinction* et redécouverte du métier.

Elsa Koerner et Sabine El Moualy 131

3 VARIA

« Un lavage est un lavage ». Des chauffeurs bovins face aux consignes sanitaires.

Clémence Beslay, Mary Bouix, Henri Fauroux, Amandine Gautier, Francesco Luposella, Jean-Marie Pillon, Thibaud Porphyre 147

4 D'ICI ET D'AILLEURS

Ecologie ouvrière et politique syndicale. Une topologie conceptuelle de Tarente Italie

Stefania Barca et Emmanuele Leonardi 165

5 CONTRECHAMP

187

Pour éviter le désastre : défendre le « travail vivant » et le bien commun

Stéphen Bouquin

6 HOMMAGE

Hommage à Margaret Maruani. Le travail au prisme du genre

212

Pauline Grimaud

7 NOTES DE LECTURE

- Haude Rivoal, *La fabrique des masculinités au travail*, 2021. (par Cyrine Gardes)
- Norbert Alter, *Sans classe ni place. L'improbable histoire d'un garçon venu de nulle part*. 2022. (par Françoise Piotet)
- Yves Clot, Jean-Yves Bonnefond, Antoine Bonnemain, Mylène Zittoun, *Le prix du travail bien fait. La coopération conflictuelle dans les organisations*, 2021. (par Marc Loriol)
- Michael Löwy, Daniel Tanuro (dir.), *Luttes écologiques et sociales dans le monde. Allier le vert et le rouge*, Editions Textuel, 2021. (par Vincent Gay)
- Paul Guillibert, *Terre et capital. Pour un communisme du vivant*, 2021. (par Alexis Cukier)

217

English abstracts

232

A propos de l'inconographie de David Mabb

Luibov Popova *Untitled Textile Design on William Morris wallpaper* est une collection d'estampes commandée en 2010 à David Mabb pour collecter des fonds pour la revue *Historical Materialism*.

William Morris (1834-1896) fut écrivain, poète et dessinateur ; considéré par certains comme écolibertaire et par d'autres comme socialiste utopique, William Morris pensait que la décoration intérieure avait un rôle fondamental à jouer dans la transformation de la vie quotidienne. Ses textiles et papiers peints imprimés à la main sont des représentations très schématisées de la nature, où c'est toujours l'été et jamais l'hiver ; les plantes sont toujours en feuilles, souvent en fleurs, avec leurs fruits disponibles en abondance, mûrs pour la cueillette, et sans aucun travail humain en vue. Il s'agit d'une vision utopique, d'une image de Cocagne, ce pays d'abondance mythique du Moyen Âge, mais facilement acceptable par les classes moyennes supérieures et même certains aristocrates de son époque. Aujourd'hui, son travail est perçu comme très sécurisé et confortable, et ses dessins de papiers peints et de tissus sont largement reproduits commercialement. En 1923-1924, peu après la Révolution Russe, l'artiste constructiviste Luibov Popova (1889-1924) a conçu des textiles pour la première usine nationale d'impression sur coton de Moscou. Popova et sa camarade Varvara Stepanova ont conçu des motifs géométriques simples et audacieux en noir et en couleurs primaires, souvent avec des effets optiques, qui ont été imprimés pour être distribués en masse. Dans les estampes publiées dans ce numéro, l'un des motifs textiles de Popova en rouge et noir est sérigraphié et reproduit sur différents papiers peints dessinés par William Morris. Bien que les dessins constructivistes de Popova aient vu le jour dans un contexte géographique et historique différent, et qu'ils soient visuellement très différents des dessins de Morris, les deux artistes les ont produit dans le cadre d'un engagement en faveur de la transformation de la vie quotidienne. Dans les estampes, les dessins distincts se rejoignent pour créer un dialogue où les dessins de Popova et de Morris se « radicalisent » l'un et l'autre, ravivant le contenu politique de chacun d'eux pour suggérer une transformation émergente du monde.

David Mabb est artiste et enseigne les beaux-arts à Goldsmith Université de Londres.

4 d'ici et d'ailleurs

Écologie ouvrière et politique syndicale : une topologie conceptuelle

Stefania Barca et Emanuele Leonardi

Résumé : Cet article soutient que les études environnementales du travail peuvent bénéficier de l'incorporation de la perspective de la justice environnementale. Nous proposons une théorisation de l'écologie de la classe ouvrière comme étant l'endroit où les communautés de la classe ouvrière vivent et travaillent, étant typiquement affectées par l'injustice environnementale, et de l'environnementalisme de la classe ouvrière comme étant les formes d'activisme qui relient les luttes ouvrières et environnementales autour de la primauté de la reproduction. La partie théorique de l'article s'appuie sur une ethnographie sociale de l'écologie de la classe ouvrière dans le cas de Taranto, une ville mono-industrielle du sud de l'Italie, qui connaît une grave crise environnementale et de santé publique. Nous montrons comment l'activisme de la justice environnementale depuis le début des années 2000 a permis de recadrer la politique syndicale selon de nouvelles méthodes de politisation de l'économie locale. Nous concluons en proposant une topologie conceptuelle de l'écologie ouvrière, qui situe les différentes organisations syndicales (confédérales, sociales/communautaires, et syndicats de base) en fonction de leur positionnement par rapport à la justice environnementale.

Mots-clés : Justice environnementale ; travail environnemental du travail ; villes mono-industrielles ; chantage à l'emploi ; conscience de classe écologique ; environnementalisme classiste ouvrier

* Stefania Barca est chercheuse au Centre d'études sociales de l'Université de Coimbra (Portugal). Emanuele Leonardi est enseignant-chercheur à l'Université de Bologne (Italie).

Cet article a été publié initialement en anglais sous le titre de « Working-class ecology and union politics: a conceptual topology » dans la revue *Globalizations* (2018) 15(2), pp.1-17

<https://doi.org/10.1080/014747731.2018.1454672>

Introduction

En posant les jalons d'un nouveau champ d'investigation appelé *Environmental Labour Studies*, Nora Räthzel et David Uzzell ont souligné la double logique qui le sous-tend. D'abord, la théorie, en tant qu'enquête sur « la manière dont la nature et le travail sont intrinsèquement liés et également menacés par la mondialisation du capital », et ensuite l'empirisme, en tant que réflexion critique sur « le développement des politiques syndicales environnementales dans le monde » (Räthzel & Uzzell, 2013, p. 10). La plupart des études sur l'environnementalisme syndical partagent une vision commune de l'écologie comme une question intrinsèquement ouvrière, présente dans les luttes des travailleur·se·s pour la reproduction depuis le tout début du mouvement ouvrier. Une partie de cette littérature aborde la question de la création de coalitions entre les organisations syndicales et environnementales, ou de la convergence entre les politiques syndicales et environnementales à différents niveaux (Gould, Lewis, & Timmons Roberts, 2004 ; Obach, 2002 ; Rose, 2003 ; Russell, 2017), tandis que d'autres études se concentrent sur les syndicats en tant qu'acteurs environnementaux (Burgmann & Milner, 2011 ; Felli, 2014 ; Mason & Morter, 1998 ; Räthzel & Uzzell, 2013). Dans ces deux domaines, le problème des relations internes entre le travail et l'écologie reste cependant un aspect sous-théorisé de l'environnementalisme syndical. Nous montrons comment cette relation interne peut être mieux comprise en intégrant dans notre analyse la justice environnementale comme une dimension fondamentale de la vie des travailleur·se·s.

La justice environnementale est apparue aux États-Unis à la fin des années 1980 comme une forme distincte d'activisme environnemental, consistant principalement en des luttes à la base contre des facteurs de toxicité, dans un cadre anti-discrimination (largement antiraciste) (Bullard, 2000 [1990] ; Harvey, 1996, pp. 366-402 ; Taylor, 1997). Au cours des trois décennies suivantes, le mouvement s'est transformé en un réseau national et même international, passant d'un cadre de droit civil à un cadre droit-de-l'homme (Agyeman, 2014). La justice environnementale est devenue une approche activiste et académique globale, adoptée par une variété de mouvements sociaux, y compris les mouvements pour la justice climatique (Temper, Del Bene, & Martínez Alier, 2015). Une histoire moins connue et plus ancienne du mouvement pour la justice environnementale aux États-Unis signale toutefois comment certaines organisations syndicales et certains travailleur·se·s ont joué un rôle actif dans la promotion du concept de « justice environnementale » depuis les années 1970 (Rector, 2014). Plutôt que de considérer l'environnement comme une question post-matérialiste, le mouvement pour la justice environnementale a pris la perspective située [*positionality*] comme un point d'observation à partir duquel critiquer les politiques environnementales. Dans cette perspective, c'est la situation des individus au sein d'un ordre classe-race-genre donné qui détermine en grande partie la façon dont ils vivent et répondent aux questions environnementales (Peña & Pulido, 1998). Les industries du recyclage et de la valorisation énergétique des déchets, par exemple, bien que considérées

comme un progrès indiscutable par la classe moyenne urbaine, ont impliqué une augmentation de la charge inégale des coûts sociaux pour les travailleur.se.s de ces secteurs et pour les classes populaires dont les quartiers ont été ciblés par les nouvelles installations (Armiero & D'Alisa, 2012 ; Pel-low, 2004). Une perspective ouvrière sur les déchets et le recyclage est donc non seulement différente, mais théoriquement plus émancipatrice que celle de la classe moyenne urbaine, dans la mesure où elle articule les préoccupations environnementales et la justice sociale.

L'environnementalisme syndical et le militantisme pour la justice environnementale sont organisés de manière sensiblement différente. En général, les syndicats et les travailleur.se.s sur le lieu de travail sont à l'origine du premier, tandis que les communautés et les groupes locaux informels sont à l'origine du second. Il existe cependant au moins trois arguments importants pour que les études environnementales du travail incluent le militantisme pour la justice environnementale dans leur domaine d'intérêt. Premièrement, la justice environnementale et l'environnementalisme du travail partagent une caractéristique intrinsèque, celle de placer les inégalités (et la nécessité de les niveler par la compensation, la réparation ou la planification économique) en tête de l'agenda environnemental¹. Deuxièmement, le militantisme pour la justice environnementale est une lutte de la classe ouvrière, même s'il suppose un concept de classe étendu qui dépasse les critères du revenu et de la profession pour incorporer d'autres types de positions subalternes. Troisièmement, les études sur le travail environnemental ne peuvent pas se limiter aux syndicats existants, mais doivent examiner les possibilités de développer des formes de syndicalisme social et communautaire qui pourraient être en mesure de relier les luttes pour le travail et la justice environnementale – ce que nous appelons l'environnementalisme de la classe ouvrière (voir également Barca, 2012 et 2014). Cela implique la nécessité d'inclure les luttes des travailleur.se.s non organisés, non-salariés, migrants, informels, et la multitude de sujets qui recomposent la classe ouvrière mondiale dans l'organisation postfordiste du travail. C'est dans la rencontre entre le lieu de travail et les luttes communautaires que l'environnementalisme de la classe ouvrière peut le mieux développer son potentiel pour « politiser différemment l'économie » (Gibson-Graham, 2006, p. 84), c'est-à-dire pour réinventer l'économie locale sur la base des besoins de la communauté, plutôt que de supporter ses règles comme un ensemble de contraintes données. Notre reformulation du concept de Gibson-Graham de « politisation différente de l'économie » intègre ainsi la dimension écologique (Barca & Leonardi, 2016). Dans un contexte d'injustice environnementale, nous soutenons que l'environnementalisme de la classe ouvrière est cette forme d'activisme qui en vient à lier la production, la reproduction et l'écologie comme des éléments inextricables d'une lutte pour réorienter l'économie par le bas.

1. Voir par exemple le cadre d'équité en matière de politique climatique proposé par le Labor Center de l'UC Berkeley : <http://labourcenter.berkeley.edu/advancing-equity/>.

Dans ce qui suit, nous présentons quelques propositions pour théoriser l'environnementalisme de la classe ouvrière comme l'expression d'une relation interne entre le travail et l'écologie et nous proposons une ethnographie sociale (Dal Lago & De Biasi, 2002) du cas de Tarente, une ville mono-

industrielle du Sud de l'Italie, actuellement affectée par une crise environnementale et de santé publique massive. Après une brève analyse contextuelle, basée sur des sources secondaires, du processus historique par lequel Tarante est devenue une ville mono-industrielle (années 1960-1990), nous avons mené des entretiens semi-directifs², dans le but de construire une typologie conceptuelle (Marcus & Fischer, 1986) de l'environnementalisme ouvrier. Nous avons interviewé des (ex-)travailleur·se·s et leurs familles, des syndicalistes et des militant·e·s d'organisations environnementales locales, et nous avons agencé leurs différentes histoires sous la forme d'un récit des multiples relations que les syndicats et d'autres sujets de la classe ouvrière ont entretenues, au cours des trois dernières décennies, avec l'expérience de la contamination environnementale. Nous avons accordé une attention particulière aux sujets qui, opérant à l'intersection entre les luttes de l'usine et de la communauté, sont réduits au silence par le récit officiel sur les controverses du travail - qui sont généralement centrées sur trois acteurs clés : la direction de l'entreprise, les syndicats confédéraux, les gouvernements (nationaux et locaux). Sur la base de cette approche qui relève de l'ethnographie sociale, nous avons construit une typologie conceptuelle de l'environnementalisme ouvrier, qui situe les acteurs syndicaux en fonction de leur positionnement vis-à-vis de la justice environnementale.

I - Écologie et environnementalisme de la classe ouvrière : un cadre théorique

Notre point de départ théorique est l'hypothèse selon laquelle, en tant qu'êtres vivants qui se reproduisent dans des environnements biophysiques particuliers, les membres de la classe ouvrière sont des sujets intrinsèquement écologiques, dont l'existence dépend de celle d'un écosystème sain - comprenant l'air, l'eau, le sol, la chaîne alimentaire et les cycles biogéochimiques locaux. Nous définissons donc l'écologie ouvrière comme le réseau de relations systémiques entre les classes populaires et leurs habitats de vie et de travail. Étant situé·e·s comme des médiateurs clés du métabolisme social, tout en faisant eux-mêmes partie de la nature, les travailleur·se·s industriels incarnent typiquement les contradictions écologiques du capitalisme (Barca, 2012). En même temps, la conscience des contradictions matérielles incarnées par l'écologie de la classe ouvrière peut générer des formes particulières d'activisme social et politique, à savoir un environnementalisme de la classe ouvrière.

La relation entre les membres de la classe ouvrière et leur environnement est médiatisée par de multiples positionnements : non seulement le revenu et la profession, mais aussi l'identification raciale et de genre. Ces positionnements reflètent les différentes formes de travail qui soutiennent et reproduisent la communauté de la classe ouvrière : en premier lieu le travail en usine et le travail domestique, mais aussi les diverses formes de travail reproductif, comme l'éducation, les soins infirmiers, la communication, le jardinage, etc. Beaucoup de ces activités peuvent être développées en dehors d'une relation salariale.

2. Nous ne présentons ici qu'une sélection d'entretiens issus d'une archive plus importante, encore en construction.

Cependant, les écologies de la classe ouvrière sont généralement façonnées par une dépendance économique quasi-totale à l'égard d'un producteur de richesse externe, tel que les fabricants industriels, les compagnies minières ou énergétiques, les entreprises agroalimentaires, les entreprises de vente au détail : ces activités servent donc de médiation entre les communautés de la classe ouvrière et leur environnement, et génèrent un stress environnemental d'intensité variable, qui peut évoluer vers des crises écologiques et de santé publique. Nous adoptons ici la théorisation de Carolyn Merchant, qui considère que la crise écologique est le résultat de contradictions entre la production, la reproduction et l'écologie (Merchant, 1990 [2010]). Dans notre conception, les écologies de la classe ouvrière sont caractérisées par des contradictions spécifiques, en fonction du type et de la combinaison des activités sur lesquelles la communauté s'appuie pour sa subsistance. Ce que toutes les communautés de la classe ouvrière partagent cependant, c'est leur vulnérabilité particulière à ce que l'on a appelé le chantage à l'emploi, qui à son tour compromet fortement leur capacité à réagir au stress environnemental et à prévenir les crises écologiques.

Kazis et Grossman ont défini le chantage à l'emploi comme la pratique d'entreprise consistant à menacer les employés de choisir entre l'emploi et la santé, faisant ainsi croire au public qu'il n'y a pas d'alternative au *business as usual* (Kazis et Grossman, cité dans Bullard, 2000, p. 10). Le chantage à l'emploi est un mécanisme largement utilisé dans les relations industrielles, qui affecte les communautés ouvrières de tous types, en normalisant les contradictions écologiques comme un fait « naturel » de la vie des classes populaires, et en faisant d'elles les sujets de l'injustice environnementale, c'est-à-dire de la distribution inégale des coûts environnementaux. Comment expliquer cette normalisation perverse ? Quelles sont les conditions nécessaires pour qu'elle soit mise en œuvre ? L'élément clé, selon nous, est le fait que les communautés de la classe ouvrière soient situées dans des espaces racialisés et genrés (Bullard, 2000 ; Massey, 1994) et partagent une position subordonnée dans les divisions raciales, coloniales et sexuelles du travail.

La littérature sur la justice environnementale a montré comment la division industrielle du travail place les groupes racialisés dans des positions inférieures au sein de la structure de production et de reproduction sociale, les constituant en sujets les plus affectés par la dégradation et les risques écologiques. Les spécialistes de la justice environnementale ont démontré de manière convaincante que la racialisation est un instrument puissant de la suprématie capitaliste, non seulement au sein de sociétés données, mais aussi au niveau international, par le biais des relations coloniales et postcoloniales dans l'économie politique mondiale (Pellow, 2007 ; Pulido, 1996). La racialisation doit être comprise comme le processus de production de la différence basé sur des naturalisations discursives de la différence elle-même : cela va au-delà de la couleur de la peau et emploie une variété de catégories pseudo-scientifiques, comme par exemple la rhétorique lombrosienne d'infériorité des italiens du sud (Guidi, 2016). La racialisation est un moyen efficace de produire une nature sous-évaluée, incluant à la fois le

travail et le territoire, qui doit être ouverte aux processus de valorisation capitaliste via la colonisation et la surexploitation. Cela inclut la possibilité de déplacer les coûts sociaux du développement capitaliste vers les sujets racialisés ou colonisés et leurs environnements : par exemple, en concentrant des niveaux de toxicité supérieurs à ce qui est tolérable dans des zones particulières. Harvey (2010) suggère que le capital résout ses problèmes écologiques en les « déplaçant », non seulement à l'échelle mondiale mais aussi au sein des géographies nationales via des processus de colonisation interne, par lesquels le capitalisme crée des « zones de sacrifice » (Bullard, 2000), c'est-à-dire des zones économiques marginales où vivent les corps jetables des sujets racisés, colonisés. Les zones de sacrifice et les corps jetables sont ce qui permet à la comptabilité nationale de bénéficier de la production industrielle au-delà des limites de la reproduction naturelle (Barca, 2014).

Selon nous, la division sexuelle du travail, est également de première importance dans les écologies ouvrières. Alors que l'économie politique féministe a montré de manière convaincante qu'il s'agit d'une forme de subordination sociale cachée dans la subordination de classe (Fraser, 2014 ; Mies, 1986), l'écoféminisme a donné au phénomène une seconde signification : celle d'une demeure cachée où repose la subordination de la reproduction à la production (Mellor, 2006 ; Salleh, 1997). Dans cette perspective, la crise écologique est le résultat d'un système global de domination basé sur la production d'inégalités, qui place la valeur d'échange au-dessus de la valeur d'usage, le productivisme au-dessus des besoins de reproduction humains et non-humains. Dans notre conception, la division sexuelle du travail est une base fondamentale du chantage à l'emploi et donc une condition fondamentale de l'injustice environnementale. Dans sa forme industrielle moderne, cet ordre des sexes a donné aux hommes le rôle de chef de famille, les obligeant à négocier des salaires qui atteignent fortement leur santé et leur sécurité, ou bien à accepter un chantage à l'emploi qui compromet la santé et la sécurité de communautés entières et de leurs territoires. Il a assigné aux femmes le rôle de reproductrices et de pourvoyeuses de soins, mais aussi de sujets économiquement marginaux et/ou dépendants, avec peu ou pas de pouvoir de négociation et de décision dans la société. C'est pourquoi les luttes de justice environnementale pour la reproduction (généralement menées par des femmes) sont d'une importance capitale pour l'émergence de l'environnementalisme de la classe ouvrière.

Comme l'a exprimé le collectif marxiste autonome italien Uninomade : « il n'y a pas de capitalisme sans racialisation et sans *genderisation*, c'est-à-dire sans que la race et le genre ne soient considérés comme un terrain pour construire des pratiques et des discours de dévalorisation du travail de quelqu'un ». La race et le genre sont donc des mécanismes de fragmentation et de hiérarchisation du travail, par lesquels les sujets sont transformés en « classe », ou par lesquels la « classe » est composée. Par conséquent, tout projet politique alternatif au capitalisme doit être construit sur une rupture de la division raciale et sexuelle du travail dans la société. Dans la pensée

politique ouvriériste [l'opéraïsme], c'est cette rupture avec les dispositifs fondamentaux de la fragmentation et de la différenciation des classes qui crée l'espace pour que le sujet subversif émerge sous forme collective (Collettivo | Uninomade, 2012). La situation de classe [class positionality, NdIT] est donc à la fois un point de vue sur la totalité de l'ordre social, et un point de levier pour le subvertir.

Ce que nous voulons dire ici, c'est que la situation de classe peut donner lieu à des formes spécifiques de conscience écologique. Dans la théorisation de Carolyn Merchant, la conscience écologique exprime la façon dont les gens comprennent le monde biophysique qui les entoure et à leur place dans ce monde. La conscience écologique de classe est ce qui peut permettre aux personnes de la classe ouvrière de reconnaître les contradictions écologiques qui affectent leurs communautés, et d'agir sur elles de manière spécifique, générant ainsi un *environnementalisme de la classe ouvrière*. Reconnaître que la subordination environnementale qui caractérise l'écologie de la classe ouvrière n'est pas un fait naturel mais un produit historique, enraciné dans la division sexuelle et raciale du travail, permet de voir l'injustice environnementale comme un point de levier pour subvertir « l'économie ».

Nous considérons la séparation entre les luttes pour la justice sociale et environnementale comme un produit historique du chantage à l'emploi, qui est à la fois fondé sur les inégalités sociales et environnementales et reproduit par elles. Dans cette perspective, nous définissons l'*environnementalisme de la classe ouvrière* comme l'ensemble de ces formes d'activisme environnemental qui visent à transformer radicalement « l'économie », sur la base des principes d'interdépendance mutuelle entre la production, la reproduction et l'écologie. Si l'environnementalisme de la classe ouvrière doit remettre en question les divisions raciales/coloniales et sexuelles du travail, du niveau local au niveau national et mondial, alors (1) il ne peut être construit qu'à partir de la convergence entre les luttes au niveau de la production et les luttes au niveau de la reproduction, et (2) il ne peut être qu'intersectoriel, c'est-à-dire émerger de l'endroit où les positionnements de classe/race/genre rencontrent les besoins de production et de reproduction. Il est clair qu'il ne s'agit pas de l'équivalent d'une alliance bleu-vert, une perspective qui est entravée par les différences de positionnements de classe/genre/race au sein des groupes ouvriers et environnementaux (Gould et al., 2004) et qui ne peut avoir qu'un impact limité sur l'écologie de la classe ouvrière. Contester la division du travail militant entre le mouvement ouvrier (principalement dirigé par des hommes) et la justice environnementale (principalement dirigée par des femmes) exige de transcender les formes existantes d'organisation sur le lieu de travail comme au niveau communautaire et d'expérimenter de nouvelles formes de militantisme. Ces nouvelles formes de militantisme en faveur des travailleur.se.s et de la justice environnementale permettraient d'ouvrir un nouveau terrain de subjectivité politique dont l'horizon est constitué par l'espace de l'égalité fondamentale et de la mise en commun (De Angelis, 2017).

Nous proposons maintenant une ethnographie sociale de cet environnementalisme de la classe ouvrière tel qu'il s'est développé dans la ville de Tarento (située dans la région des Pouilles au sud de l'Italie, où se trouve la plus grande et la plus polluante des aciéries d'Europe). Dans le contexte historique d'un désastre environnemental et de santé publique généré par cinquante ans de chantage à l'emploi, nous examinons la transformation récente de la politique syndicale, en questionnant la manière dont ce processus contribue à « politiser différemment l'économie ».

Travail et écologie dans une ville mono-industrielle : une étude de cas dans le sud de l'Italie

Dans un article précédent, nous avons suggéré que les villes mono-industrielles telles que Tarento pouvaient être analysées au prisme de ce que nous avons appelé l'« écologie des communautés ouvrières » (Barca & Leonardi, 2016). Les écologies des communautés ouvrières sont typiquement caractérisées par le chantage à l'emploi, qui est soutenu par la figure subjective du *travailleur cognitivement dissonant*, un dispositif gouvernemental au sens foucauldien. Il s'agit d'une forme de déni intentionnel qui, en fermant toute possibilité d'imaginer des alternatives économiques, conduit à une acceptation passive du chantage à l'emploi de la part de ses victimes. Nous apportons ici deux précisions supplémentaires. Premièrement, nous montrons comment l'injustice environnementale à Tarento illustre la division coloniale et sexuelle du travail décrite précédemment. Deuxièmement, nous décrivons la rupture de l'appareil de dissonance cognitive par l'émergence de luttes pour la justice environnementale qui remettent en question cette double division du travail au niveau territorial et refusent le chantage à l'emploi grâce à une mobilisation autour de la primauté de la reproduction. En d'autres termes, nous considérons l'environnementalisme de la classe ouvrière comme le terrain où le travail et la justice environnementale peuvent se rencontrer.

La production de l'injustice environnementale

Tarente est une ville d'environ 200 000 habitant·e·s, qui abrite l'une des plus anciennes usines sidérurgiques en activité en Europe : ILVA. Couvrant 1500 hectares (dont 200 kilomètres de voies ferrées, 5 hauts fourneaux, 10 batteries de fours à coke, 6 quais exclusivement dédiés), l'aciérie représente aujourd'hui plus de 30% de la production d'acier en Italie, et environ 75% du PIB de Tarente. Elle employait 11 980 travailleur·se·s en 2012 (cols bleus, cols blancs et cadres compris), et le chiffre s'élève à plus de 20 000 si l'on considère les activités de service associées (Comito & Colombo, 2013). Ce gigantisme se reflète dans les niveaux dramatiques d'émissions polluantes : en 2010, l'ILVA a émis plus de 11 000 tonnes de dioxyde d'azote, 11 300 tonnes de dioxyde de soufre et 1,3 tonne de benzène, toutes émissions qui vont bien au-delà des seuils établis par la législation nationale et européenne (Vulpio, 2012). Les problèmes de santé sont également graves : la mortalité précoce (1980-2008) et l'incidence du cancer (2006-2007) constituent les preuves épidémiologiques d'un risque disproportionné pour plusieurs

pathologies mortelles, parmi lesquelles figurent en bonne place le cancer du poumon et les maladies cardiovasculaires et respiratoires, aiguës et chroniques (Comba et al., 2012). Ces données, extrapolées à partir d'une importante étude épidémiologique, montrent également pour Tarente un excès de mortalité de 7-15% par rapport au taux national dans les périodes 1995-2002 et 2003-2009 (Piratsu et al., 2013). Plus récemment, une étude commandée par le gouvernement régional des Pouilles (concernant la période 2009-2014) a détecté une correspondance indubitable entre les taux de mortalité et l'activité productive de l'ILVA (Congedo, 2016). Le vaste mépris des réglementations en matière de santé, de sécurité et d'émissions de la part de l'entreprise et de ses sous-traitants, ainsi que l'absence d'application des droits des travailleur·se·s et des citoyen·ne·s en la matière, font de Tarente un exemple frappant d'injustice environnementale, entendue ici au sens élémentaire d'un manque d'application des principes législatifs et d'absence d'application des réglementations environnementales.

Tarento représente un type spécifique « d'écologie ouvrière » : la crise écologique y résulte des contradictions entre les coûts de la production industrielle en termes d'environnement et de santé publique et la dépendance incontournable de la reproduction sociale vis-à-vis des emplois industriels. Cette dépendance résulte d'une longue histoire de discrimination et de subalternisation, qui témoigne de la manière spécifique dont la division sexuelle et coloniale du travail a été mise en œuvre à Tarente.

L'usine a été construite au début des années 1960 (par Italsider), après la décision du gouvernement italien d'accroître sa capacité de production d'acier nationale en investissant dans une quatrième aciérie intégrée publique³. Le Comité gouvernemental pour le développement de l'emploi et des revenus a joué un rôle déterminant dans l'implantation de la nouvelle usine dans le sud. Justifié par l'éthique de la modernisation, ce plan d'industrialisation au moyen d'investissements de l'État a pris la forme d'une colonisation interne au pays, basée sur une représentation profondément racialisée des Italien·ne·s du sud, construit.e.s discursivement comme des subjectivités subalternes à « civiliser » (Giuliani & Lombardi-Diop, 2013). Selon Carlo Vercellone (2015), le développement des industries lourdes dans des zones sélectionnées de la « périphérie » du Sud était fonctionnellement utile pour la compétitivité du capitalisme italien « central », à savoir le triangle industriel Gênes-Milan-Turin. Dès le début, le gouvernement italien a envisagé un plan d'industrialisation partielle du Sud, instrumentalisant ce dernier comme un espace *compatible* avec les besoins des industries du Nord, et ce de plusieurs manières : en tant que (a) fournisseur de produits de base (principalement l'acier et les produits chimiques) ; (b) source de contrôle social de la nouvelle classe ouvrière, dont la « libération » du retard agricole était censée s'accompagner d'une docilité reconnaissante ; (c) moyen de consensus politique pour les démocrates-chrétiens au pouvoir ; (d) réservoir ultime de main-d'œuvre bon marché pour l'industrie du Nord grâce à des migrations internes massives. Comme le suggèrent Adorno et Serneri (2009), le choix de situer les installations industrielles à fort impact dans le Sud était principalement dû à des avantages géographiques – abon-

3. Les trois autres usines ILVA, toutes situées sur la côte ouest, se trouvaient à Bagnoli (Campanie), Piombino (Toscane) et Gênes-Cornigliano (Ligurie).

dance d'eau et ports déjà opérationnels –, mais avait pour résultat invariable la destruction des activités économiques préexistantes (agriculture, pisciculture, etc.) et l'effacement des possibilités économiques alternatives, transformant chaque site en une *monoculture* industrielle spécifique. Au cours des cinq dernières décennies, Tarente s'est progressivement transformée en une « zone sacrifiée », c'est-à-dire une zone à forte concentration d'activités polluantes liées à la production d'acier – une raffinerie, des décharges de déchets, des sites de déversement illégal –, transformation qui s'est accompagnée de l'anéantissement de la pêche et du tourisme, et de la dégradation progressive de l'environnement urbain. La normalisation de ce modèle de dépendance économique et de sacrifice environnemental, qui a condamné Tarente au chantage à l'emploi, peut s'expliquer comme le résultat d'un processus de colonisation interne, par lequel les habitants de Tarente ont intériorisé leur subalternité en se représentant comme des « arriérés », et ont ainsi accueilli favorablement l'opportunité d'accéder à la « modernité » par le biais de l'industrialisation menée par l'État (Petrušewicz, 2014). Cela explique pourquoi l'usine Italsider, inaugurée en 1964, a bénéficié d'un consensus quasi unanime des partis politiques et des acteurs sociaux. Le maire Angelo Morelli, par exemple, raconte comment « l'atmosphère à Tarente était festive, nous étions fiers de faire partie d'un projet aussi important. Nous étions si pauvres que nous aurions construit l'usine même sur la place Vittoria [centre du centre-ville] (cité dans Pavone, 2014, p. 33). Encore au début des années 1980, deux décennies après la première coulée, la fille de l'ancien ouvrier d'Italsider, M. P., se souvenait du consensus au sujet de l'usine en ces termes : « *Quand j'étais enfant, tout le monde vénérât littéralement l'usine – pas seulement les ouvriers – car elle apportait la richesse, la sécurité économique. Les gens criaient “Vive Italsider !”, à Tarente mais aussi dans toute la région. Ce n'est plus le cas aujourd'hui, bien sûr* ».

Néanmoins, la production de l'injustice environnementale à Tarente ne peut être pleinement comprise que si on ajoute à l'équation l'acceptation généralisée d'une division sexuelle rigide du travail. En fait, le paradigme du développement industriel que nous venons de décrire s'est croisé avec un système de valeurs profondément patriarcal, pour permettre l'émergence d'une classe ouvrière (masculine) qui a acquis le statut de protagoniste social grâce à une identité de type productiviste. Dans le même temps, un récit masculin au sujet de la fourniture d'acier pour le développement national a accompagné et justifié le « sacrifice » des travailleurs en tant que pourvoyeurs de revenus au sein du foyer familial par un travail risqué pour le bien-être de leurs familles. Comme le rappelle C. P., ancien ouvrier d'Italsider :

« (...) *Le lieu de travail était malsain, nous le savions d'une manière ou d'une autre. Toute cette saleté sur les vêtements, et la toux constante... Mais j'étais un travailleur de l'ILVA, je ressentais l'usine comme la mienne. Moi et mes camarades de travail, nous étions reconnus par tout le monde à l'extérieur et enviés par beaucoup (parce que nous gagnions plus d'argent, bien sûr, mais ce n'était pas seulement cela : il y avait un sentiment d'émancipation).* »

Ce récit de sacrifice et de récompense, extraordinairement durable et résistant, a constitué la base d'une conflictualité forte et évolutive entre les travailleurs et la direction concernant les salaires et les négociations collectives, ce qui a permis une augmentation régulière des revenus et des niveaux d'emploi tout au long des années 1970. Néanmoins, cette politique de classe conflictuelle à Tarento reposait sur un cadre discursif dans lequel la contribution apportée par le travail domestique et de soins à la reproduction sociale (et, avec elle, le sacrifice de l'émancipation sociale des femmes) était complètement réduite au silence. Ce silence s'est finalement traduit par une hégémonie incontestée de la *monétisation des risques*, c'est-à-dire la politique consistant à accepter les risques professionnels en échange d'une augmentation de salaire. En bref, le large consensus social dont bénéficiait l'ILVA, en tant que seule opportunité économique viable pour les habitant·e·s de Tarente, reflétait un système de valeurs patriarcal qui sous-évaluait le travail reproductif et qui n'attribuait d'agentivité politique qu'à trois sujets sociaux : une classe ouvrière masculine, un management masculin et une élite politique également masculine. Des conflits surgissaient entre eux mais ne modifiaient pas fondamentalement la structure sous-jacente, profondément marquée par une division sexuelle, silencieuse mais coercitive, du travail entre les subjectivités sexuées, par exemple les hommes pourvoyeurs de revenus pour la famille, contre les femmes ménagères et pourvoyeuses de soin, renforçant ainsi l'invisibilisation de la reproduction (à la fois domestique et sociale) et sa subordination à la production industrielle.

Les choses ont commencé à changer au début des années 2000, lorsque les luttes au niveau de la reproduction, illustrées par la convergence de l'activisme en matière de santé publique et d'environnement, ont ébranlé la normalité productiviste du travailleur en situation de dissonance cognitive. Les femmes ont joué un rôle de premier plan dans cette phase, en dirigeant ou en participant activement à des organisations et des comités locaux anciens et nouveaux. La plus importante d'entre elles est l'organisation *Donne per Taranto* [Femmes pour Tarente], fondée en 2009, qui a cherché à sensibiliser aux questions de santé publique liées à la pollution généralisée de la ville, en particulier du quartier de Tamburi, et à promouvoir des pétitions pour la santé publique. *Donne per Tarento* s'est inspiré du collectif féministe *Comité Santé et Environnement* [*Comitato Salute e Ambiente*] qui avait été fondé à Cornigliano (où se trouve l'une des quatre usines ILVA d'Italie) au milieu des années 1980. Après 20 ans de lutte, ce collectif avait obtenu la fermeture de la zone de traitement thermique de l'usine ILVA locale, sans qu'aucun travailleur ne soit licencié (Alfonso & Avagnina, 2006). En prenant l'initiative politique contre l'injustice environnementale, les femmes de Cornigliano avaient remis en question la division sexuelle du travail et ouvert la possibilité de repolitiser l'économie en reliant la production aux luttes pour la reproduction.

À Tarente, l'activisme des femmes dans les années 2000 a été documenté dans un film intitulé *Le Tournant – Des femmes contre ILVA* [La svolta - donne contro l'ILVA], réalisé par la journaliste locale Valentina D'Amico et sorti

en 2010. Le film a contribué à briser le voile du silence et l'acceptation du chantage à l'emploi à plusieurs niveaux, y compris celui de la dénonciation des violations scandaleuses des droits du travail et de la discrimination active à l'encontre des employé·e·s dissident·e·s, pratique courante au sein de l'entreprise après sa privatisation. Dans l'ensemble, cependant, le rejet d'ILVA (exprimé par le titre même du film) a été principalement élaboré comme un refus de l'arbitrage entre emploi et santé publique, surtout en ce qui concerne les nouvelles générations. Dans le témoignage de Caterina, mère d'un enfant né avec une leucémie, l'acceptation silencieuse de la division sexuelle du travail de la part des femmes de Tarente est mise en pièces. Comme elle le raconte :

« Mon père travaillait chez ILVA. L'entreprise nous permettait de vivre confortablement, mes deux frères et moi pouvions étudier. Nous n'avons jamais manqué de rien. Mais si c'est le prix à payer, je préfère sans doute une vie dure, sans confort. Un enfant malade est un prix trop élevé à payer. »⁴

Cette phase a également vu se développer la mobilisation active des groupes écologistes, au premier rang desquels l'organisation *Peacelink*, qui a publié en 2007 un rapport inquiétant sur les émissions de dioxine. Ce dossier documentait que l'usine ILVA de Tarente – émettait, à elle seule, 90,3 % de la dioxine émise par l'ensemble du système industriel italien (Peacelink, 2014).

Les travailleur·se·s d'ILVA ont été inévitablement touchés par ce processus de prise de conscience collective. La convergence entre les luttes environnementales et de santé publique au niveau territorial, accompagnée d'initiatives de collection de données, d'épidémiologie populaire et de campagnes militantes, a produit un effet perturbateur sur le dispositif de dissonance cognitive et sur le récit masculiniste du développement industriel décrit précédemment. Dans une interview, recueillie pour un autre film documentaire intitulé *Poumons d'Acier* [Polmoni di Acciaio] (produit par *Peacelink* en 2014), un sidérurgiste d'ILVA raconte comment lui et ses collègues ont été soudainement frappés par la découverte que leur « sacrifice » – en tant que pourvoyeurs de revenus pour la famille et travailleur·se·s dans un métier à risque – n'avait pas de sens, car les toxines industrielles s'étaient échappées des portes de l'usine et avaient pénétré dans le corps de leurs enfants par le lait maternel⁵.

Le résultat le plus important, et le plus inattendu, de ce premier cycle de luttes pour la justice environnementale à Tarente a été l'enquête judiciaire qui a finalement abouti à un jugement, rendu en 2012, déclarant la direction d'ILVA *coupable de catastrophe environnementale et de santé publique* et ordonnant la fermeture de la plupart des fours de l'aciérie. En se faisant l'écho de l'esprit d'une décennie d'activisme dans le domaine de la reproduction, le juge de l'audience préliminaire, Patrizia Todisco, a décidé ce qui suit :

« Il n'y a pas de place pour qu'ILVA fasse des propositions moins importantes concernant les mesures à prendre et les sommes à dépenser. Les biens en question – la santé publique, la vie et l'environnement, et même le droit à un travail décent sans compromettre la santé d'un être humain – ne permettent pas de marchandage. » (Todisco in Leone, 2012)

4. D'autres témoignages sont recueillis dans le livre - et la pièce théâtrale - *Rose d'acciaio* (Natalini & Bisconti, 2016), récemment publié.

5. *Poumons d'acier* - La résistance locale contre les injustices mondiales. Voir <https://www.youtube.com/watch?v=bNK-7br4nlYE>

L'effet perturbateur de cette phase ne doit pas être sous-estimé. Elle a permis l'émergence d'une nouvelle conscience à Tarente, brisant une fois pour toutes le récit masculiniste du développement industriel en révélant sa nature coloniale et la discrimination environnementale sur laquelle il reposait. Trahis par le gouvernement dans leur quête légitime d'une réparation équitable des dommages infligés par l'ILVA, les habitant.e.s de Tarente (y compris la plupart des travailleur.se.s d'ILVA) ont dès lors pu se percevoir comme des citoyen.ne.s de seconde zone, dont les droits constitutionnels n'avaient aucune valeur par rapport aux intérêts économiques privés et publics. La comparaison avec ce qui s'était passé à Gênes-Cornigliano était éclairante et a fait naître une amère déception non seulement à l'égard du gouvernement italien mais aussi à l'égard de la politique du militantisme environnemental de base. Comme l'a fait remarquer S. F., un militant du comité *Donne per Tarento* :

« Une sortie de la monoculture de l'acier était envisagée à Gênes dès les années 1980. Tarente, au contraire, a été et continue d'être sacrifiée. Pire encore, la fermeture de la zone de traitement thermique de Cornigliano a été acceptée [par l'entreprise] en échange d'une augmentation spectaculaire de la production (et de la pollution !) ici. Nos politiciens, industriels et dirigeants syndicaux ont été complices de ce compromis, et sont responsables du désastre de cette ville. »

Cette amère déception contribue à expliquer pourquoi le verdict de 2012 a fait date dans l'histoire de la ville. Pour la première fois en cinq décennies, il était devenu légitime de remettre en question le chantage à l'emploi non seulement au niveau de la communauté mais aussi, et surtout, depuis l'intérieur de l'usine. Même si la sentence n'a jamais été pleinement appliquée – seuls deux des quatre hauts fourneaux en activité ont été effectivement fermés, tandis que la production s'est poursuivie avec une intensité accrue – elle a joué un rôle de levier essentiel dans la montée de l'environnementalisme ouvrier à Tarento. Les contradictions inhérentes entre production, reproduction et écologie, incarnées par des générations d'ouvriers et de citoyen.ne.s de Tarento à travers la contamination de leur communauté, sont devenues le terrain à partir duquel l'économie a pu être repolitisée sous différentes formes. Une décennie de militantisme pour la justice environnementale a finalement permis à la conscience écologique de la communauté ouvrière de franchir les portes de l'usine, générant de nouvelles formes de mobilisation syndicale.

La politique syndicale à Tarente avant et après 2012

La nouvelle phase de l'activisme pour la justice environnementale, entamée au début des années 2000, prend forme dans le contexte d'un changement significatif dans la gestion d'Italsider, lorsqu'après sa privatisation (1995) l'entreprise est achetée à un prix plus bas que sa valeur marchande par l'entrepreneur Emilio Riva qui l'a rebaptisé ILVA. La privatisation a entraîné une profonde modification de la structure de la main-d'œuvre : les travailleur.se.s syndiqués plus âgé.e.s ont rejoint les programmes de pré-retraite et ont été remplacé.e.s par de jeunes travailleur.se.s sans expérience des relations de travail conflictuelles. Ce changement a entraîné un proces-

sus massif de précarisation de l'emploi, dont la principale conséquence a été d'affaiblir à nouveau les syndicats (Nistri, 2013), ce qui les a conduits à adopter pleinement une stratégie de négociation sans conflit et à se soumettre au chantage à l'emploi, même en l'absence de compensation monétaire. Dans le même temps, une nouvelle génération de syndicalistes s'est formée au sein de l'ILVA, sans entrer dans le cadre de la compensation financière des risques, et a commencé à dénoncer la direction de l'entreprise en matière de crimes environnementaux et de santé publique. Assez rapidement, ces nouveaux délégués ont pris conscience de la façon dont le chantage à l'emploi reposait sur un vaste système de corruption des syndicats et de connivence avec la direction, dont les preuves ont été révélées en 2007, ce qui a gravement porté atteinte à la réputation et à la popularité des syndicats confédéraux (Pavone, 2014). Malheureusement, les efforts des nouveaux délégués pour réformer le système depuis l'aile gauche du syndicat des métallurgistes (FIOM⁶) n'ont pas abouti : ils n'ont reçu aucun soutien de la direction nationale et quatre d'entre eux ont fini par être exclus⁷.

Le tournant pour les travailleurs masculins d'ILVA ne s'est donc produit qu'en 2012, juste après l'annonce de la sentence contre l'entreprise. Dans un premier temps, la majorité des travailleurs ont protesté contre la décision de justice : le 26 juillet, plus de 8000 employés d'ILVA sont descendus dans la rue pour exiger le maintien en activité de l'usine. Profondément préoccupés par le fait que la fermeture partielle de l'usine, ordonnée par les magistrats, menacerait leurs moyens de subsistance, les manifestants en colère ont crié : « Si les juges arrêtent les fours, nous irons trouver de quoi nourrir nos familles chez eux ! » (Il Fatto Quotidiano, 2012). Tous les syndicats confédéraux ont soutenu la direction dans cette manifestation massive qui a paralysé la ville pendant toute la journée et a attiré l'attention des grands quotidiens nationaux et internationaux.

Une semaine plus tard, une manifestation d'un autre genre a eu lieu, qui cette fois exprimait pour la première fois un refus du chantage à l'emploi de la part des travailleur.se.s de l'ILVA eux-mêmes. Lors d'un rassemblement organisé par l'intersyndicale nationale CGIL-CISL-UIL⁸, qui devait se terminer par les discours des trois secrétaires généraux, un comité auto-proclamé de « citoyen.e.s et de travailleur.se.s libres et réfléchis » [Comitato Cittadini e Lavoratori Liberi e Pensanti (CCLLP)] a fait une apparition surprise dans la foule. Entouré de militant.e.s du syndicat indépendant Cobas⁹ et des centres sociaux occupés de la ville, et accompagné de milliers de personnes scandant le slogan « non aux empoisonneurs », le CCLLP s'est présenté sur la scène à bord d'un d'une petite camionnette triporteur.

Là, l'un des délégués dissidents de la FIOM exclus en 2007, Cataldo Ranieri, a pris le micro et s'est adressé aux secrétaires généraux des syndicats au nom du CCLLP, les accusant de complicité avec les propriétaires de l'entreprise et déclarant le soutien du Comité à la sentence du tribunal. Selon eux, l'État devrait être tenu de garantir les niveaux d'emploi existants et la protection de l'environnement et de la santé publique en débloquent

6. Cette histoire, confirmée par les documents officiels de la FIOM, nous a été racontée par l'un des délégués expulsés, Massimo Battista.

7. La FIOM est la fédération de la métallurgie de la CGIL ; voir la note 8 [NdT]. Il s'agit des trois principales confédérations syndicales en Italie : la Confédération Générale Italienne du Travail, fondée en 1944, a été historiquement proche du Parti Communiste Italien ; la Confédération Italienne des Syndicats de Travailleur.se.s est issue d'une scission de la CGIL en 1948, et a été proche de la démocratie chrétienne ; l'Union Italienne du Travail, également issue de la CGIL, a été fondée en 1950 et a été historiquement proche des socialistes [NdT].

8. Cette histoire, confirmée par les documents officiels de la FIOM, nous a été racontée par l'un des délégués exclus, Massimo Battista.

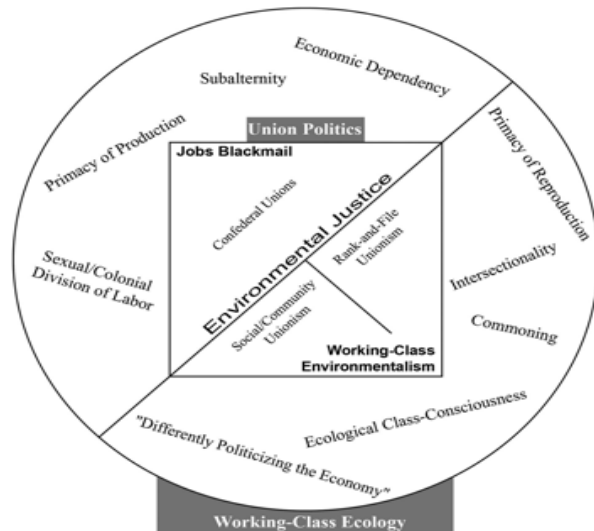
immédiatement des fonds importants pour les opérations de nettoyage (CCLLP, 2012).

Cette explosion libératrice de la dissidence contre les syndicats confédéraux a ouvert des dynamiques sociales entièrement nouvelles et un processus de recadrage culturel et politique qui n'est pas encore terminé. Notre typologie conceptuelle est construite autour de ce recadrage sans précédent de la politique syndicale suscitée par la sentence de justice environnementale exercée en 2012 (**Figure 1**).

La **figure 1** représente les possibilités de recadrage de la politique syndicale au sein d'une classe ouvrière où le militantisme pour la justice environnementale a pris place, créant une discontinuité historique et la possibilité de « politiser différemment l'économie ». Le cercle extérieur représente la communauté ouvrière, tandis que le carré intérieur représente les organisations syndicales qui y opèrent. Le côté gauche de la ligne de justice environnementale représente ce qui domine généralement les communautés ouvrières, c'est-à-dire le chantage à l'emploi et les organisations syndicales (dans notre cas, les Unions confédérales) qui acceptent cette logique. Le côté droit représente l'environnementalisme de la classe ouvrière, conçu comme une politique de remise en cause du chantage à l'emploi en faisant le lien entre la justice environnementale et le militantisme syndical et en recommandant une unité de la classe ouvrière autour d'une primauté de la reproduction. Deux types différents d'organisations syndicales se trouvent dans cette section : les syndicats sociaux (ou communautaires¹⁰) (ici, le CCLLP) et les syndicats de base (ici, l'USB [*Unione Sindacale di Base*]).

Bien que produit au cours de l'enquête d'ethnographie sociale consacrée à Tarente, ce schéma fournit un cadre provisoire pour des analyses comparatives sur l'écologie ouvrière en général, comme cela a été théorisé dans la première partie de cet article. Dans ce qui suit, nous rendons compte des trois positions syndicales qui ont émergé à Tarente après 2012.

Figure 1. Écologie ouvrière et politique syndicale à Tarente.



9. Les SI. COBAS sont des syndicats indépendants nés dans les années 1980 à partir des expériences des comités de base apparus dans la décennie précédente, critiques par rapport aux grandes confédérations [NdT].

(1) **Les syndicats confédéraux** : Bien que les syndicats de métallurgistes FIM-FIOM-UILM¹¹ aient retrouvé une certaine autonomie par rapport à la direction de l'entreprise, surtout après la mise sous administration puis la nationalisation temporaire de l'aciérie, ils considèrent toujours la sauvegarde des niveaux de production (et d'emploi) actuels comme une condition préalable à la négociation, tout en préconisant une éventuelle « écologisation » de l'usine par le biais d'améliorations techniques. Par exemple, Rocco Palombella, le secrétaire général de l'UILM, un syndicat modéré mais le plus représentatif de l'ILVA, a déclaré : « avec 8 millions de tonnes d'acier, l'ILVA produira de la richesse pour Tarente et pour le pays, contribuant à la croissance du PIB tout en évitant la pollution » (Siderweb, 2016). Cette position reflète une culture productiviste bien ancrée, pour laquelle la production prime sur la reproduction et l'écologie. Comme l'a déclaré le sénateur démocrate Muchetti, consultant du syndicat CGIL : « Les principaux objectifs de la nouvelle ILVA sont au nombre de deux. Premièrement, produire le plus possible, au moins 8 millions de tonnes par an – peut-être plus – car cela est nécessaire pour l'équilibre économique de l'entreprise [...] Deuxièmement, opter pour la recherche et les investissements écologiques afin qu'il devienne possible de produire de l'acier propre, c'est-à-dire de respecter les réglementations environnementales en termes d'émissions polluantes » (Muchetti, 2017). La hiérarchie des priorités – production d'abord, réduction des émissions ensuite – demeure incontestée.

L'hypothèse de l'éco-compatibilité repose sur des innovations technologiques telles que le fer à réduction directe (DRI), un procédé industriel encore inexploré en Europe, qui permettrait de réduire considérablement l'utilisation de plusieurs polluants mortels tout au long du processus de fabrication de l'acier. Cette option a trouvé son expression dans un plan de restructuration détaillé présenté en 2014 par Enrico Bondi, alors dirigeant de l'ILVA. En maintenant l'augmentation de la capacité de production comme objectif principal, le plan représentait une tentative d'améliorer de manière significative les résultats environnementaux et était fortement soutenu par les syndicats confédéraux, mais il a été rejeté par le gouvernement et la famille Riva au motif que le processus DRI représentait un investissement trop important et risqué pour une usine vieille de 50 ans, qui gaspillait déjà de l'argent à hauteur de 2,5 millions d'euros par jour en 2015 (Borrillo, 2016). Néanmoins, les syndicats confédéraux ont réitéré leur soutien à ce plan, compte tenu d'une vision partagée de l'avenir de Tarente, indissociable de l'expansion de l'ILVA. Les syndicats confédéraux semblent adhérer totalement à la logique commerciale perverse qui soutient ce discours. Comme l'explique F.M., délégué de la FIOM :

« Pour pouvoir réaliser les investissements nécessaires à la mise en œuvre d'innovations technologiques basées sur le DRI, ILVA doit être pleinement opérationnel et rentable - d'où la nécessité d'augmenter la production. Ce n'est que dans le cas où il pourrait devenir évident que les DRI ne fonctionnent pas, que la production serait arrêtée. »

10. C'est-à-dire ancrés dans leur territoire [NdT].

11. Il s'agit des fédérations de la métallurgie de chaque confédération : CISL, CGIL, UIL [NdT].

(2) **Le syndicalisme social (ou communautaire)** : à l'opposé de cette position, on trouve l'adhésion active à la notion de reproduction comme fondement d'une politisation différente du rôle des syndicats et de l'économie de Tarente, représentée par le CCLLP. Nous pouvons considérer cela comme un type de « syndicalisme social », c'est-à-dire un *espace de connexion* dans lequel convergent les luttes concernant la production et les conflits touchant à la reproduction (De Nicola & Quattrocchi, 2016). Comme le suggère Hardt (2016), le syndicalisme social reconfigure le lien entre politique et économie en soulignant leur dynamique réciproque en tant qu'instances de mise en commun différentes mais interdépendantes. De manière significative, les membres du Comité se réfèrent à eux-mêmes en tant que citoyens *et* travailleur·se·s ; au cours de cinq années de campagne, la composition sociale du mouvement s'est élargie par rapport à son noyau initial (ex-syndicalistes de l'ILVA) à un *ensemble* nébuleux de sujets différents : jeunes travailleur·se·s de l'ILVA (et aussi non ILVA, souvent précaires), chômeur·se·s, résident·e·s de quartiers particulièrement touchés, étudiant·e·s et société civile engagée (par exemple, pédiatres, médecins et universitaires). En bref, le Comité semble performer une identité de classe étendue au sein des interrelations communautaires et écologiques (Barca & Leonardi, 2016).

Cette construction étendue de la subjectivité de la classe ouvrière a permis l'émergence d'une conscience de classe écologique à Tarente, et la contestation décisive du chantage à l'emploi, ainsi que des divisions sexuelles et coloniales du travail qui le normalisaient. Rompant avec une vision syndicale axée sur le lien incontesté entre production et emploi, le Comité a demandé à l'État de garantir les niveaux d'emploi en embauchant la main-d'œuvre actuelle de l'ILVA dans de vastes opérations de nettoyage, tout en permettant aux acteurs communautaires de concevoir un plan de reconversion à long terme pour un développement non basé sur l'acier. Comme l'affirme C.R., militant du CCLLP et travailleur de l'ILVA : « Nous ne sommes pas impatients de fermer l'usine ; d'où pensez-vous que vient mon revenu ? Je n'ai pas l'intention de perdre mon emploi. En même temps, nous ne pouvons pas ignorer que notre travail tue nos enfants ». L'urgence d'une crise de santé publique qui rend les enfants de Tarente malades à un rythme alarmant est ce qui rend le Comité ainsi que la plupart des associations environnementales préoccupés par les solutions technologiques telle que le DRI préconisé par les Unions Confédérales. Au-delà de l'incertitude quant à son efficacité, le fait que la mise en œuvre du DRI prendrait de nombreuses années est considéré comme une option non viable pour Tarente (Peacelink, 2016). Le Comité soutient que les citoyen·ne·s et les travailleur·se·s devraient être celles et ceux qui décident des questions de production, à savoir quoi, comment, quand, combien et où produire. L'« économie » appartient à la communauté, et non l'inverse.

(3) **Le syndicalisme de base** : La troisième position syndicale de notre typologie conceptuelle est représentée par le nouveau syndicat de base USB, qui tente de résister activement au chantage à l'emploi exercé par le syndicat traditionnel sur le lieu de travail. L'USB est actif au sein de l'ILVA depuis

décembre 2012 et sa direction s'est rapprochée du Comité durant l'été et l'automne 2012. Comme le rappelle Francesco Rizzo, secrétaire local de l'USB :

« En 2012, le 2 août, j'étais sur le triporteur. En fait, je ne sais pas pourquoi ils [le Comité] n'ont pas essayé de mettre en place un syndicat alternatif à la FIM-FIOM-UILM. Le raisonnement de base de l'USB est le suivant : nous n'avons pas protesté contre le syndicat ou la politique en général. Nous avons combattu ce modèle syndical et cette façon de faire de la politique. Notre position était claire : si je dis non au syndicat ou à la politique en général, alors je suis anarchiste et tout cela n'est qu'un chaos autoréférentiel. Nous avons donc demandé : "Ok, nous avons combattu la CGIL, la CISL et l'UIL. Les travailleur·se·s sont avec nous pour la plupart - c'était massif ce jour-là. Mais sommes-nous capables de construire une alternative pour ces travailleur.se.s ?" Vous savez, à la fin, vous retournez à l'atelier, à la vie normale et dans la jungle du droit du travail en Italie, les travailleur·se·s ont besoin d'un syndicat. Nous avons donc avancé cet argument et les autres camarades [fondateurs du comité] ont dit qu'ils et elles n'étaient pas intéressé.e.s. Alors j'ai commencé tout cela avec un seul camarade et maintenant nous avons 1 000 membres à l'ILVA et plus de 4 000 dans toute la ville ».

Le nombre d'adhérent·e·s et la reconnaissance de l'USB au sein de l'usine n'ont cessé de croître au cours des quatre dernières années, tout autant que la légitimité sociale acquise par le CCLLP au niveau territorial. Cependant, leurs chemins ne se croisent pas, la principale pomme de discorde étant le *rôle politique du syndicat*. Alors qu'ils partagent un point de vue sur le lien entre désindustrialisation et reconversion, l'USB demande une nationalisation complète de l'usine. En outre, alors que le Comité envisage la possibilité de s'impliquer dans les élections municipales, l'USB se considère comme une organisation purement syndicale, dont les tâches sont clairement détachées de celles des acteurs politiques. En un sens, cette controverse ravive un vieux désaccord idéologique au sein des traditions révolutionnaires du mouvement ouvrier : alors que le CCLLP proclame la primauté des conflits socio-économiques sur leur composition politique (c'est-à-dire l'anarcho-syndicalisme), l'USB croit que les oppositions sur le lieu de travail dirigées par les syndicats ne peuvent acquérir une cohérence politique qu'à travers une ligne de parti dominante (c'est-à-dire l'avant-gardisme de Lénine). Pour résumer, le Comité estime que la conception d'une alternative politique pour Tarente est un processus qui ne peut être dissocié ni des luttes au niveau de la reproduction, ni de la diffusion d'une conscience de classe écologique au sein de l'ILVA. L'USB, en revanche, soutient qu'un lien entre les deux est souhaitable mais en aucun cas nécessaire : le syndicat existe pour protéger et étendre les droits des travailleur·se·s, tandis que la conception de la politique industrielle appartient à la politique et les syndicats ne devraient pas y être directement impliqués.

Au moment de la rédaction de cet article (avril 2017), les organisations anti-ILVA de Tarente partagent une vision politique commune de la manière dont « l'économie » devrait être resignifiée et redessinée, mais elles divergent en termes de formes organisationnelles et de stratégies. Néanmoins, ce qui importe le plus, c'est que la normalité du chantage à l'emploi

soit irréversiblement brisée, remettant en cause un système qui avait lié le capital et le travail dans un front productiviste contre la reproduction et l'écologie pendant plus d'un demi-siècle. L'issue de ce processus de recadrage dépendra de l'unité du front écologiste de la classe ouvrière et de sa capacité à transformer sa nouvelle vision en une stratégie politique partagée.

Conclusion

Nous avons cherché à démontrer comment, en incluant la justice environnementale dans son champ d'analyse, les études environnementales du travail peuvent donner un sens aux relations internes entre le travail et l'écologie dans l'expérience des communautés ouvrières. Nous avons théorisé l'écologie de la classe ouvrière comme étant caractérisée par une division coloniale du travail, qui sous-évalue les corps et les environnements des personnes de la classe ouvrière, et par une division sexuelle du travail visant à subordonner la reproduction aux impératifs de la production. Cela nous a permis de comprendre la justice environnementale comme une question de classe, dans laquelle les inégalités environnementales et sociales sont inextricablement liées, ce qui permet également de relier les luttes autour de la production avec celles situées dans la sphère de la reproduction et de l'écologie. Enfin, nous avons montré comment l'environnementalisme ouvrier, émergeant d'une recomposition des subjectivités politiques autour de la primauté de la reproduction, est ce qui permet de contester la normalité du chantage à l'emploi et de repolitiser l'économie comme enjeu pour l'avenir.

Nous espérons que cet article démontre également qu'une analyse adéquate de l'environnementalisme ouvrier ne peut pas reposer exclusivement sur l'étude du syndicalisme officiel (confédéral), mais qu'elle doit englober les subjectivités de la classe ouvrière qui contestent les visions et les pratiques syndicales consolidées pour mettre en œuvre différentes formes de politisation de « l'économie ». Dans ce nouvel espace politique, qui s'ouvre en lien avec l'expérience de la justice environnementale, nous avons rapproché le syndicalisme social (ou communautaire) et le syndicalisme de base en raison de leur refus commun du chantage à l'emploi. Ce faisant, nous avons construit une typologie conceptuelle qui pourrait être utile aux chercheurs.se.s qui voudront examiner les écologies de la classe ouvrière dans différents contextes et comprendre comment les politiques des syndicats peuvent être recadrées dans la perspective de la justice environnementale.

RÉFÉRENCES

- Adorno, S., & Serner, S. N. (Eds.). (2009). *Industria, ambiente e territorio: per una storia ambientale delle aree industriali in Italia*. Il Mulino.
- Agyeman, J., (2014), 'Global environmental justice or Le droit au monde?', *Geoforum* 54, 236-38
- Alfonso D. & Avagnina P., (2006). *Romanza popolare. Cornigliano, una storia corale*. Genova: De Ferrari
- Armiero, M. and D'Alisa, G., (2012), 'Rights of resistance. The garbage struggles for environmental justice in Campania, Italy', *Capitalism, Nature, Socialism*, 23 (4), 52-68
- Barca, S., (2012), 'On working-class environmentalism. A historical and transnational overview',

Interface. A Journal for and About Social Movements, 4 (2), 61-80

Barca, S., 2014, 'Telling the right story. Environmental violence and liberation narrative', *Environment and History* 20 (4), 535-546

Barca, S. and Bridge, G., (2015), 'Industrialization and environmental change', in T. Perreault, G. Bridge and J. McCarthy (eds), *The Routledge Handbook of Political Ecology*, pp 366-376, Routledge, London

Barca, S. and Leonardi, E., (2016), 'Working-class communities and ecology: Reframing environmental justice around the Ilva steel plant in Taranto (Apulia, Italy)', in M. Mayo and M. Shaw (eds), *Class, Inequality and Community Development*, pp 59-76, Policy Press, Bristol

Bologna, S. (2011). 'Volantinare alle happy hours', in F. Chicchi and E. Leonardi (eds), *Lavoro in frantumi: condizioni precarie, nuovi conflitti e regime neolibberista*, pp. 137-142, Ombre corte, Verona.

Borrillo, M. (2016). 'ILVA, perdite record di 2,5 milioni al giorno'. http://www.corriere.it/economia/16_aprile_02/ilva-effetto-cina-sull-acciaio-perdite-record-25-milioni-giorno-5be1d166-f850-11e5-b848-7bd2f7c41e07.shtml.

Bullard, R., 2000 [1990], *Dumping in Dixie. Race, Class and Environmental Quality*, Westview Press, Boulder

Burgmann, V. and Milner, A., 2011, 'Ecotopians in hardhats: the Australian Green Bans movement', *Utopian Studies*, 22 (1), 125-142

CCLLP, (2012a). from <http://www.liberiepensanti.it/profilo-liberi-e-pensanti/storia-comitato-cittadini-liberi-e-pensanti-2>

CCLLP, (2012b). Viewed 31 October 2016, from https://www.facebook.com/CittadiniELavoratoriLiberiEPensanti/info?tab=page_info.

Collettivo Uninomade, 2012, 'La composizione politica delle differenze' [The political composition of difference], *Alfabeta2*, 23, October, p. 39

Comba, P. et al (2012). Ambiente e salute a Taranto: studi epidemiologici e indicazioni di sanità pubblica. *Epidemiologia e prevenzione*, 36 (6): 305-320

Comito, V. & Colombo, R. (Eds) (2013). *L'ILVA di Taranto e cosa farne*, Roma: Edizioni dell'asino

Congedo, A. (2016) 'ILVA e salute'. *Inchostro verde*. Viewed 31 October 2016, from www.inchostrotroverde.it/ilva-e-salute-ma-quant-hanno-davvero-letto-lo-studio-forastiere/

Dal Lago, A. & De Biasi, R. (Eds.) (2002). *Un certo sguardo: introduzione all'etnografia sociale*. Roma-Bari: Laterza.

De Angelis, M. (2017). *Omnia Sunt Communia*. London: ZED.

De Nicola, A. & Quattrocchi, B. (Eds.) (2016). *Sindacalismo sociale*. Roma: DeriveApprodi.

Felli, R., (2014), 'An alternative socio-ecological strategy? International trade unions' engagement with climate change', *Review of International Political Economy*, 21 (2), 372-398

Fraser, N., (2014), 'Behind Marx's hidden abode. For an Expanded Conception of Capitalism', *New Left Review* 86, Mar-Apr; pp 55-72

Gibson-Graham, J.K., (2006), *A Post-Capitalist Politics*, University of Minnesota Press, Minneapolis

Gould, K.A., Lewis, T.L. and Timmons Roberts, J., 2004, 'Blue-Green Coalitions: Constraints and Possibilities in the Post 9-11 Political Environment', *Journal of World-Systems Research*, X (1), 91-116

Guidi, F., (2016), *Cesare Lombroso e le Razze Criminali. Sulla Teoria dell'Inferiorità dei Meridionali*, TraLeRighe, Lucca

Harvey, D., (1996), *Justice, Nature and the Geography of Difference*, Blackwell, Cambridge (USA) and Oxford (UK).

Hardt, M. (2016), 'Social Unionism'. In *Euronomade*. Viewed 31 October 2016, from <http://www.euronomade.info/?p=3601>

Harvey, D., 2010, 'The Enigma of Capital and the Crisis this Time', in *Reading Marx's Capital with David Harvey*, viewed 31/10/2016, from <http://davidharvey.org/2010/08/the-enigma-of-capital-and-the-crisis-this-time/>

Hornborg, A. (2011). *Global Ecology and Unequal Exchange: Fetishism in a Zero-Sum Game*. New York: Routledge.

Il Fatto Quotidiano, (2012). 'Taranto paralizzata da 8 mila operai', from <http://www.ilfattoquotidiano.it/2012/07/26/ilva-sequestrata-disastro-ambientale-taranto-paralizzata-da-8mila-operai/306836/>.

Leone, G. (2012). 'Non un altro bambino'. *Taranto Oggi*, 12 September.

Marcus, G. & Fischer, M. (1986). *Anthropology as Cultural Critique*. Chicago: University of Chicago Press.

Mason, M and Morter, N., (1998), 'Trade Unions as Environmental Actors: The UK Transport and General Workers' Union', *Capitalism, Nature, Socialism*, 9 (2), 3-34

Ce travail de recherche a été cofinancé par le Fonds social européen, à travers le Programme opérationnel Potentiel humain et par les Fonds nationaux à travers la Fondation pour la science et la technologie (FCT), dans le cadre de la Bourse de l'emploi, avec la référence SFRH/BPD/96008/2013. Cette recherche est cofinancée par le Fonds social européen à travers le Potentiel humain opérationnel et par les Fonds nationaux portugais à travers la Fondation pour la science et la technologie dans le cadre de la bourse post-doctorale SFRH/BPD/96008/2013 ; Centre d'études sociales, Université de Coimbra.

Note sur les contributeurs.

Stefania Barca est chercheuse principale au Centre d'études sociales de l'Université de Coimbra. Emanuele Leonardi est chercheur au Centre d'études sociales de l'Université de Coimbra (Portugal). Ses intérêts de recherche se situent à l'intersection entre l'histoire environnementale et l'écologie politique de l'ère industrielle. Elle est l'auteure de *Enclosing water. Nature and political economy in a Mediterranean valley, 1796-1916* (White Horse Press : Cambridge, 2010) a reçu le

prix Turku Environmental History ; ses articles les plus récents ont été publiés dans Geoforum, et dans Capitalism Nature Socialism. Elle écrit également pour des magazines et des blogs très lus (par exemple Jacobin, Roar, Entitleblog.org) et ses articles ont été traduits en plusieurs langues.

Emanuele Leonardi est chercheur au Centre d'études sociales de l'Université de Coimbra (Portugal). Ses intérêts de recherche incluent : l'écologie politique d'André Gorz, les logiques d'exploitation dans le capitalisme contemporain, les mouvements de justice climatique et leur critique du commerce du carbone. Il a notamment publié *Logiche dello sfruttamento* (Ombre Corte, 2016, avec F. Chicchi et S. Lucarelli) et *Lavoro Natura Valore : André Gorz tra marxismo e decrescita* (Orthotes, 2017). Il a publié des articles dans *Capitalism Nature Socialism*, *Ephemera*, et *Sociologia del Lavoro*, et écrit pour des blogs populaires en italien (par exemple *Effimera.org*) et en anglais (par exemple *Entitleblog.org*).

- Massey, D.B., (1994), *Space, Place, and Gender*, University of Minnesota Press, Minneapolis
- Mellor, M., (2006), 'Ecofeminist political economy', *International Journal of Green Economics*, 1 (1/2), 139-150
- Merchant, C., 2010 [1990], *Ecological Revolutions. Nature, Gender and Science in New England*, 2nd ed, University of North Carolina Press, Chapel Hill
- Mies, M., 1986, *Patriarchy and Accumulation on a World Scale*, Zed Books, London
- Muchetti, M. (2017). 'ILVA, produrre per occupare'. Viewed 27 April 2017, from <http://massimomuchetti.it/blog/ilva-produrre-per-occupare/>.
- Natalini, R. & Bisconti, P. (2016). *Rose d'acciaio*. Taranto: Pubblicazioni italiane.
- Nistri, R. (2013). *La ballata degli affumicati*, Bari: Edizioni Dal Sud.
- Obach, B., 2002, 'Labour-Environmental Relations: An Analysis of the Relationship between Labour Unions and Environmentalists', *Social Science Quarterly*, 83 (1), 82-100
- Pavone, G. (2014). *Venditori di fumo*. Milano. Barney.
- Peacelink, (2014). 'Taranto, la città della diossina'. Viewed 31 October 2016, from <http://www.peacelink.it/ecologia/a/40487.html>
- Peacelink, (2016). 'L'ILVA' ha i mesi contati. Viewed 27 April 2017, from <http://www.peacelink.it/editoriale/a/42928.html>
- Pellow, D.N., (2004), *Garbage Wars. The Struggle for environmental justice in Chicago*, MIT, Cambridge (MA) and London (UK)
- Pellow, D.N., (2007), *Resisting Global Toxics. Transnational Movements for environmental justice*, MIT, Cambridge (MA) and London (UK)
- Peña, D. and Pulido, L., (1998), 'Environmentalism and positionality. The early pesticide campaign in the United Farm Workers' Organizing Committee, 1965-71', *Race, Gender & Class*, 6 (1), 33-50
- Petrusewicz, M. (2014). Chi ha inventato la "questione meridionale"? In AAVV-Orizzonti Meridiani (Eds.), *Briganti o emigranti*, Verona: Ombre corte.
- Piratsu, R. et al. (2013) 'Environment and Health in Contaminated Sites: the Case of Taranto, Italy', *Journal of Environmental and Public Health*, volume 2013, article ID: 753719, 20 pages.
- Pulido, L., (1996), 'A critical review of the methodology of environmental racism research', *Antipode* 28 (2), 142-159
- Pulido, L., (2000), 'Rethinking Environmental Racism: White Privilege and Urban Development in Southern California', *Annals of the Association of American Geographers* 90 (1), 12-40
- Räthzel, N. and Uzzell, D., (2013), 'Mending the breach between labour and nature: a case for environmental labour studies', in N. Räthzel and D. Uzzell (eds), *Trade Unions in the Green Economy*, pp 1-12, Routledge, London
- Rector, J., (2014), 'environmental justice at Work: The uaw, the War on Cancer, and the Right to Equal Protection from Toxic Hazards in Postwar America', *Journal of American History*, 101 (2), 480-502
- Rose, F., (2003), 'Labour-environmental coalitions', *Working USA*, 6 (4), 51-70.
- Russell, E.D., (2017), 'Resisting Divide and Conquer: Worker/Environmental Alliances and the Problem of Economic Growth', *Capitalism Nature Socialism* (in press), DOI:10.1080/10455752.2017.1360924
- Salleh, A., (1997), *Ecofeminism as Politics. Nature, Marx and the Post Modern*, Zed Books, London
- Schnaiberg, A., (1980), *The Environment: From Surplus to Scarcity*, Oxford University Press, Oxford
- Siderlandia, (2016). 'ILVA: le audizioni dei sindacati'. Viewed 27 April 2017, from <http://www.siderweb.com/articoli/top/693421-ilva-le-audizioni-dei-sindacati/printable>.
- Taylor, D., 1997, 'American Environmentalism: The Role of Race, Class and Gender in Shaping Activism 1820-1995', *Race, Gender & Class*, 5 (1), 16-62
- Temper, L., Del Bene, D. and Martínez Alier, J., 2015, 'Mapping the frontiers and front lines of global environmental justice: the environmental justice Atlas', *Journal of Political Ecology*, 22, 255-278
- Vercellone, C. (2015) 'Stato-Piano e sviluppo fordista in un'economia dualista: utopia statalista del nuovo meridionalismo (I)'. *Sud Comune*, 0, 68-77.
- Vulpio, C. (2012) *La città delle nuvole*. Milano: Edizioni Ambiente